



Ontario

Ministère
de
l'environnement

**MARCHE À SUIVRE POUR OBTENIR
UN
CERTIFICAT D'AUTORISATION (AIR)**

**Article 9
Loi sur la protection de l'environnement
L.R.O. 1990**

**Direction des évaluations et
des autorisations environnementales**

Janvier 2000

CE DOCUMENT PEUT CHANGER SANS PRÉAVIS

ÀJOUTS

- **Rapport sur les rejets polluants et les modèles de dispersion des polluants (section 3.9, page 16)**
- **Approbation du matériel installé avant 1988 (section 2.4.3, page 6)**
- **Règlements soustrayant d'une approbation certains appareils (section 1.2, page 1)**
- **Règlement sur les droits à payer relativement au traitement des demandes de certificat d'autorisation (section 3.10, page 18)**

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	4
PARTIE 1.....	5
INTRODUCTION	5
1.1 Objet.....	5
1.2 Contexte.....	5
PARTIE 2.....	8
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	8
2.1 Qui doit présenter la demande ?	8
2.2 Quand faut-il présenter la demande ?	8
2.3 Où faut-il envoyer la demande ?.....	8
2.4 Processus d'approbation	9
2.4.1 Consultation préparatoire	9
2.4.2 Examen des demandes.....	10
2.4.3 Décision relative au certificat d'autorisation	11
2.5 Notification du public et divulgation des renseignements	12
2.6 Faux renseignements	12
PARTIE 3.....	13
MARCHE À SUIVRE POUR REMPLIR LE FORMULAIRE.....	13
3.1 Renseignements sur le client (<i>section 1</i>).....	13
3.2 Adresse de voirie et adresse postale du client (<i>sections 2 et 3</i>)	15
3.3 Renseignements sur le lieu (<i>section 4</i>).....	16
3.4 Personne-ressource pour les renseignements techniques touchant au projet (<i>section 5</i>)	17
3.5 Renseignements sur le projet (<i>section 6</i>)	17
3.6 Autres autorisations et permis (<i>section 7</i>)	18
3.7 Consultation et notification du public (<i>section 8</i>)	18
3.8 Prescriptions de la Charte des droits environnementaux (<i>section 9</i>)	19
3.9 Liste des renseignements à l'appui (<i>section 10</i>).....	21
3.10 Droits à payer (<i>section 11</i>).....	23
3.11 Déclaration du client (<i>section 13</i>)	23
ANNEXE	24
BUREAUX RÉGIONAUX, DE DISTRICT ET DE SECTEUR DU MINISTÈRE.....	Error! Bookmark not defined.
Liste partielle des lignes directrices associées à la lutte contre la pollution atmosphérique.....	27
Liste partielle des lois et règlements associés à la lutte contre la pollution atmosphérique	28

AVANT-PROPOS

Quiconque voudrait mettre en œuvre une entreprise devant être approuvée en Ontario conformément à une loi que fait observer le ministère de l'Environnement doit se conformer à cette loi et aux règlements y afférents, ainsi qu'aux politiques, objectifs et lignes directrices que le ministère a élaborés pour uniformiser les mesures qui sont prises pour protéger l'environnement. Le ministère révisé ses lignes directrices lorsque les normes de protection de l'environnement évoluent en fonction des nouvelles connaissances. Il pourrait donc réviser le présent guide et, s'il le faut, les renseignements que doivent lui fournir les promoteurs pour lui montrer qu'ils observent les lois et règlements. Le ministère a rigoureusement vérifié l'exactitude des renseignements que renferme le guide, mais celui-ci n'est pas un ouvrage juridique.

Pour savoir si le guide a été révisé ou enrichi depuis sa publication, prière de s'adresser à la :

Direction des évaluations et des autorisations environnementales
Ministère de l'Environnement
2, avenue St. Clair Ouest, étage 12A
Toronto (Ontario) M4S 1H2

Téléphone : (416) 314-8001 ou (sans frais) 1 800 461-6290
Télécopieur : (416) 314-7030

On peut aussi se rendre au site Web du ministère à l'adresse www.ene.gov.on.ca.

PARTIE 1

INTRODUCTION

1.1 Objet

Le présent guide s'adresse aux entreprises et aux particuliers qui désirent obtenir un certificat d'autorisation (Air) conformément à l'article 9 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, L.R.O. 1990, chap. E.19. Il décrit le processus d'autorisation et les renseignements devant figurer sur le formulaire de demande et les documents qui y sont annexés.

Le document intitulé *General Information, Certificates of Approval (Air), Section 9, Environmental Protection Act, R.S.O. 1990, Chapter E-19, Approvals Branch, August 1992*, renferme des renseignements détaillés sur le processus d'autorisation et les lois et règlements régissant la délivrance des certificats d'autorisation en Ontario.

1.2 Contexte

Le ministère de l'Environnement a pour mission de protéger les milieux naturels, de sauvegarder les écosystèmes, de protéger la santé de l'être humain et de favoriser la conservation des ressources.

La *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, la *Loi sur la protection de l'environnement*, la *Loi sur les pesticides*, la *Loi sur les évaluations environnementales*, la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara*, la *Charte ontarienne des droits environnementaux* et de nombreux règlements, objectifs, politiques et lignes directrices aident le ministère à remplir sa mission. On trouvera à l'annexe une liste des lois, politiques et règlements pertinents.

Ces lois et les règlements y afférents établissent les pouvoirs et les obligations du ministère, ainsi que les prescriptions juridiques que doivent observer les clients et, enfin, les droits dont jouissent les citoyens et citoyennes de l'Ontario. Conformément aux lois et règlements, de nombreuses entreprises susceptibles de nuire à l'environnement nécessitent l'approbation du ministère, et la population de l'Ontario a le droit de faire connaître ses points de vue avant que le ministère prenne une décision.

Outre les approbations et permis qu'il faut obtenir du ministère de l'Environnement, il faut parfois obtenir aussi un permis d'un autre ministère provincial (p. ex., le ministère des Richesses naturelles ou le ministère du Développement du Nord et des Mines) ou d'un autre palier gouvernemental. Soulignons qu'une approbation obtenue conformément à un article d'une loi ne supprime aucunement l'obligation d'obtenir toute autre approbation requise par d'autres articles de cette loi ou par une autre loi.

Les dispositions gouvernant l'emploi d'appareils ou de procédés susceptibles de rejeter des polluants atmosphériques figurent à l'article 9 de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Conformément au paragraphe 9(1), nul ne peut installer un nouvel appareil ni utiliser un nouveau procédé susceptible de rejeter un polluant dans l'air, ni modifier un appareil ou un procédé qui existe déjà, sans avoir obtenu une approbation du « directeur ».

Cette prescription s'étend à la modification quelle qu'elle soit d'une matière brute utilisée par un procédé ou à la modification d'une cadence de fabrication, lorsque cela pourrait modifier la quantité ou les caractéristiques des polluants rejetés dans l'air.

En vertu du paragraphe 9(3), plusieurs activités, dont l'entretien et l'emploi ordinaires de machinerie agricole, ne nécessitent pas un certificat d'autorisation (Air).

Le ministère a récemment adopté deux règlements pris en application de la *Loi sur la protection de l'environnement* (*Règlement 524/98* et *Règlement 505/99*). Ces règlements précisent les appareils, procédés, activités, etc. ne nécessitant pas une approbation.

Conformément au *Règlement 524/98*, ne nécessitent pas une approbation :

- **les appareils utilisés à la maison (p. ex., extracteurs d'air et appareils utilisés dans un atelier);**
- **les appareils mobiles (p. ex., canons à neige et appareils de nettoyage des conduits d'air);**
- **les appareils de ventilation;**
- **les appareils de combustion ($< 1,58 \times 10^6$ kilojoules/heure).**

Conformément au *Règlement 505/99*, ne nécessitent pas une approbation :

- **les pistes de courses;**
- **les festivals, les fêtes foraines, etc.;**
- **les champs de tir;**
- **les appareils utilisés pour atténuer les effets d'une urgence déclarée conformément à la *Loi sur les mesures d'urgence*.**

Ces règlements visent à supprimer les redondances, à clarifier les règles antipollution et à permettre au ministère de simplifier le processus d'approbation. Le ministère pourra ainsi gérer plus efficacement ses tâches d'approbation, en se concentrant sur les activités qui risquent vraiment de dégrader l'environnement, mais sans minimiser la protection des milieux naturels.

La *Charte des droits environnementaux* établit les façons dont la population peut participer aux décisions importantes du point de vue de l'environnement que prend le gouvernement. La *Charte* est en outre conçue pour que le gouvernement soit

comptable de ses décisions envers la population. Les obligations clés de la *Charte* sont mentionnées à divers endroits du guide. Les personnes qui désirent se renseigner sur les exemptions prévues par la *Charte* sont priées de consulter le document intitulé *La Charte ontarienne des droits environnementaux : exigences relatives aux actes prescrits* (novembre 1994), qu'elles pourront se procurer en s'adressant à la Direction des évaluations et des autorisations environnementales.

On peut obtenir un exemplaire de la *Loi sur la protection de l'environnement* ou un exemplaire des autres lois et règlements de l'Ontario en s'adressant à Publications Ontario :

Publications Ontario
880, rue Bay
Toronto (Ontario)
M7A 1N8

Téléphone : (416) 326-5300
Numéro sans frais : 1 800 668-9938
Télécopieur : (416) 326-5317 ou 326-8315

On peut aussi se rendre au site Web de Publications Ontario :
www.publications.gov.on.ca.

On peut obtenir des renseignements généraux sur la *Charte* et le registre environnemental en s'adressant au Centre d'information du ministère de l'Environnement :

Centre d'information
135, avenue St. Clair Ouest,
Rez-de-chaussée
Toronto (Ontario)
M4V 1P5

Téléphone : (416) 325-4000
Sans frais : 1 800 565-4923

On peut aussi se rendre au site Web du ministère : www.ene.gov.on.ca.

PARTIE 2

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

2.1 Qui doit présenter la demande ?

Le propriétaire ou l'utilisateur d'un appareil, d'un procédé, etc. susceptible de rejeter un polluant dans l'atmosphère doit demander à obtenir un certificat d'autorisation.

Si le propriétaire est une personne morale, la personne qui signe la demande en son nom doit y avoir été expressément autorisée. Si le signataire n'est pas un cadre dirigeant de l'entreprise, doit être annexée à la demande une lettre portant la signature d'un cadre dirigeant qui reconnaît à cette personne le rôle de fondé de signature.

2.2 Quand faut-il présenter la demande ?

Il faut généralement présenter la demande au minimum entre six et huit semaines avant l'installation ou la modification de l'appareil ou du procédé devant être approuvé. Le ministère traite les demandes selon l'ordre chronologique dans lequel il les reçoit. Le traitement des demandes est plus laborieux, et nécessite plus de temps :

- **si d'autres renseignements sont requis;**
- **si l'appareil ou le procédé est très complexe;**
- **si l'appareil ou le procédé risque de rejeter un polluant pour lequel le ministère n'a pas établi de normes;**
- **si le bruit que répand l'appareil ou le procédé nécessite un examen plus poussé;**
- **si le public a soulevé des préoccupations importantes pendant la période de consultation prévue par la *Charte des droits environnementaux*.**

2.3 Où faut-il envoyer la demande ?

Il faut remettre la demande, ainsi que les documents et le paiement requis, au directeur de la Direction des évaluations et des autorisations environnementales (ministère de l'Environnement).

Il faut aussi envoyer une copie de la demande et un exemplaire des documents y afférents au bureau de district du ministère de l'Environnement affecté au territoire où sera utilisé l'appareil ou le procédé devant être approuvé. (L'adresse des bureaux de district figure à l'annexe.)

Les clients doivent aussi annexer à leur demande une lettre (adressée au directeur de la Direction des évaluations et des autorisations environnementales) indiquant qu'une copie du dossier a été envoyée au bureau de district.

2.4 Processus d'approbation

Le processus d'approbation comprend trois étapes : la consultation préparatoire, le traitement de la demande et la décision de délivrer ou non le certificat d'autorisation. Le processus est décrit plus bas pour que les clients sachent bien ce qu'ils doivent faire et planifient correctement leur emploi du temps pour ne pas retarder inutilement leur entreprise.

2.4.1 Consultation préparatoire

La consultation préparatoire consiste en une concertation entre le client, le ministère et dans certains cas le public, avant la présentation officielle de la demande. Cette concertation aide les clients à fixer leurs objectifs environnementaux, à déterminer si les techniques proposées sont acceptables, à connaître les exigences qu'ils doivent remplir et à voir s'ils doivent consulter la population.

Les clients initient la consultation préparatoire en s'adressant au bureau de district du ministère. Celui-ci les oriente s'il le faut vers les bureaux, les directions ou les services du ministère qui pourraient avoir un rôle à jouer.

Les clients doivent être prêts à donner des détails sur les aspects techniques de leur entreprise, entre autres en ce qui concerne :

- **les procédés industriels;**
- **les points de rejet;**
- **la nature et la quantité des polluants évacués dans l'atmosphère;**
- **les dispositifs antipollution proposés.**

Le ministère les aidera à relever les lois, règlements, politiques, objectifs et lignes directrices qu'ils doivent observer et leur expliquera le processus de consultation associé aux entreprises régies par la *Charte des droits environnementaux*. Il relèvera aussi les questions particulières qu'ils devront aborder dans leur demande.

Après la consultation préparatoire, le client connaîtra bien les prescriptions environnementales du ministère et pourra préparer sa demande en conséquence. La consultation préalable fait économiser du temps et de l'argent au client et au gouvernement. C'est pourquoi elle est obligatoire pour les entreprises relativement complexes et les grands travaux d'agrandissement et de modernisation.

2.4.2 Examen des demandes

Sitôt reçues par la Direction des évaluations et des autorisations environnementales, les demandes sont examinées pour voir si elles sont remplies comme il faut et si les documents requis et les droits exigibles y sont annexés. Les demandes qui excluent des renseignements clés sont dites « incomplètes » et retournées au client.

Si la demande nécessite un examen approfondi, le ministère envoie au client un accusé de réception mentionnant le temps approximatif à prévoir pour le traitement de la demande et, s'il y a lieu, les renseignements ou les droits que le client a oublié d'annexer à sa demande.

Si l'entreprise du client est régie par la *Charte des droits environnementaux*, un avis paraît au registre environnemental pendant au moins 30 jours. Durant cette période, le public peut examiner la proposition et exprimer ses points de vue à la Direction des évaluations et des autorisations du ministère.

La demande fait ensuite l'objet d'un examen technique minutieux, qui consiste à vérifier :

- **si les données conceptuelles et autres sont suffisantes;**
- **si la proposition du client est conforme aux lois, règlements, politiques, objectifs et lignes directrices du ministère;**
- **si la conception technique est conforme aux normes d'ingénierie;**
- **si des dispositifs antipollution ont été prévus pour assurer le bon fonctionnement de l'appareil ou du procédé proposé.**

Lorsqu'une proposition est régie par la *Charte des droits environnementaux* et doit, par conséquent, faire l'objet d'une consultation populaire par le biais d'un avis ayant paru au registre environnemental, le vérificateur doit tenir compte des points de vue pertinents communiqués pendant la période de consultation et doit parfois discuter de ceux-ci avec le client ou une autre Direction du ministère. Le vérificateur peut aussi demander l'avis du bureau de district du ministère en ce qui concerne les effets sur l'environnement que pourrait avoir l'entreprise. À moins qu'une consultation préparatoire ait eu lieu, l'examen des demandes relatives à de nouvelles installations ou à de grands travaux de modernisation peut parfois nécessiter plus de temps que prévu à cette étape-ci du processus.

Si des renseignements additionnels sont requis, le ministère en informe le client par écrit et celui-ci doit intervenir dans un délai de deux semaines. Si le client n'agit pas dans le délai prescrit, le ministère présumera qu'il n'est plus intéressé à poursuivre sa demande. La demande sera annulée et le ministère remboursera au client une partie des droits qu'il a payés.

2.4.3 Décision relative au certificat d'autorisation

L'approbation peut être accordée par la délivrance d'un des documents suivants :

- un nouveau certificat d'autorisation;
- un certificat d'autorisation modifié;
- un avis modifiant un certificat d'autorisation.

Les nouveaux certificats sont délivrés pour autoriser de nouvelles installations ou des modifications apportées à des appareils ou à des procédés qui existent déjà, mais qui n'avaient pas été approuvés.

Les certificats modifiés sont habituellement délivrés pour autoriser des modifications apportées à des appareils ou des procédés qui ont déjà été approuvés. Ils remplacent le certificat délivré initialement.

Les avis modifiant un certificat d'autorisation sont habituellement délivrés pour autoriser des modifications devant être apportées à des appareils ou procédés déjà approuvés, ou aux conditions d'un certificat d'autorisation en vigueur. L'avis fait partie intégrante du certificat d'autorisation qu'il modifie.

Le directeur impose généralement des conditions. Ces conditions ont trait à l'utilisation ou au rendement technique des appareils et peuvent se rapporter, par exemple, à l'entretien des dispositifs antipollution, à la surveillance des émissions et à la production de rapports à cet égard, et aux mesures devant être observées conformément aux lois, règlements, politiques et lignes directrices du ministère.

En ce qui concerne les entreprises régies par la *Charte des droits environnementaux*, le directeur ne peut prendre sa décision définitive qu'à la toute fin de la période de consultation, après avoir étudié les commentaires du public. La décision définitive, de même que des renseignements sur le nombre de points de vue communiqués et leur effet sur la décision, paraissent au registre environnemental pendant 15 jours. Durant cette période, le public peut interjeter appel de la décision.

Dans la dernière édition du guide, qui a paru en novembre 1994, il était dit que le directeur ne pouvait pas délivrer un certificat d'autorisation pour des appareils installés ou modifiés avant le 29 juin 1988. Après avoir réexaminé cette question récemment, le ministère a établi que le directeur peut délivrer un certificat relativement à des appareils installés avant le 29 juin 1988. Cela simplifiera la tâche aux clients qui désirent obtenir un certificat portant sur l'ensemble de leurs installations. En outre, les entreprises qui ont adopté un système de gestion de l'environnement (p. ex., ISO 14001) auront la possibilité de faire approuver les appareils déjà installés. Le ministère prendra ses décisions relativement aux appareils installés avant le 29 juin 1988 en se fondant sur ses lignes directrices.

Si le ministère détermine que les installations proposées ne pourraient pas être en tout temps conformes aux lois, règlements, objectifs et lignes directrices applicables, ou que leur conception technique déroge aux principes d'ingénierie reconnus, il informera le client par écrit que ses installations ne peuvent être approuvées ainsi qu'elles sont conçues. Le client devra répondre dans un certain délai. S'il n'agit pas dans le délai fixé, le directeur l'informera par écrit que sa demande a été rejetée. Le client peut ensuite interjeter appel devant la Commission d'appel de l'environnement.

2.5 Notification du public et divulgation des renseignements

La divulgation des renseignements que renferment les demandes d'approbation et les documents y afférents est régie par la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, qui établit clairement ce qui peut être divulgué au public et ce qui ne doit pas l'être. Le ministère s'appuie sur cette loi pour décider s'il doit approuver ou non des demandes de divulgation de renseignements.

Les renseignements figurant sur les demandes d'approbation sont parfois régis par la *Charte des droits environnementaux*. En tel cas, le public doit avoir la possibilité d'exprimer ses points de vue. De telles demandes, et les renseignements non confidentiels qui y sont associés, peuvent être consultés par le public.

Les clients devraient donc identifier les documents qu'ils considèrent comme confidentiels et appuyer leur demande par un argument et des motifs détaillés. Les preuves que fournissent les clients sont l'un des facteurs que le ministère prend en considération pour décider s'il doit divulguer ou non certains renseignements.

2.6 Faux renseignements

Quiconque fournirait sciemment de faux renseignements au ministère en ce qui a trait à une question visée par la *Loi sur la protection de l'environnement* ou les règlements y afférents commet une infraction à l'article 184 de la *Loi*. Les particuliers coupables d'une infraction sont passibles d'une amende maximale de 10 000 \$, lorsqu'il s'agit d'une première infraction, et de 25 000 \$ pour chaque nouvelle infraction. Pour ce qui est des personnes morales, les amendes maximales sont de 50 000 \$ (première infraction) et de 100 000 \$ (chaque infraction subséquente).

2.7 Aide pour présenter comme il faut une demande

Quiconque désirerait obtenir de l'aide pour présenter une demande d'approbation peut s'adresser à la Direction des évaluations et des autorisations environnementales (voir le numéro de téléphone et l'adresse mentionnés au début du guide).

PARTIE 3

MARCHE À SUIVRE POUR REMPLIR LE FORMULAIRE

À moins d'indication contraire du ministère, les clients doivent présenter leur demande au moyen du formulaire intitulé *Demande d'autorisation (Air)*. Le formulaire est conçu pour un large éventail d'appareils et de procédés rejetant un polluant dans l'atmosphère. Il faut le remplir au complet. Les formulaires incomplets seront retournés au client.

3.1 Renseignements sur le client (section 1)

Le « client » doit être le propriétaire ou l'utilisateur de l'appareil qui rejette un polluant dans l'atmosphère. Il faut donner dans cette case le nom légal du propriétaire ou de l'utilisateur de l'appareil. Les certificats d'autorisation sont des documents juridiques. Ils entraînent, par conséquent, des obligations juridiques pour leur titulaire. Celui-ci doit observer les modalités d'application que pourrait comporter son certificat; il est passible d'une sanction s'il enfreint la *Loi sur la protection de l'environnement*, le *Règlement 346* ou les modalités d'application du certificat.

Il faut annexer à la demande toute entente que le propriétaire ou l'utilisateur aurait conclue avec deux ou plusieurs parties associées à l'appareil rejetant un polluant dans l'air. Toutefois, aucune entente ni aucun lien informel entre les parties ne peut empêcher le ministère de poursuivre en justice quiconque aurait commis une infraction à la *Loi sur la protection de l'environnement*, aux règlements y afférents ou aux modalités d'application du certificat d'autorisation.

Si le client annexe à sa demande une copie du permis principal d'entreprise (*Master Business Licence*) que lui a délivré le ministère de la Consommation et du Commerce de l'Ontario, il n'a qu'à inscrire dans cette case son numéro d'identification d'entreprise et le code de classification d'activité ou la description de l'activité commerciale. Pour plus de précisions au sujet du permis, on peut s'adresser à Entreprises branchées de l'Ontario, ministère de la Consommation et du Commerce de l'Ontario, au 1 800 565-1921 ou au (416) 314-9151. On peut aussi se rendre au site Web du ministère à l'adresse <http://www.ccr.gov.on.ca>.

Pour que le client soit bien identifié, il est obligatoire de donner les renseignements suivants :

- | | |
|------------------------------|--|
| Nom du client : | C'est le nom légal du client, ainsi qu'en font foi des documents juridiques, lorsque le client est le particulier ou l'organisme qui présente la demande. |
| Catégorie de client : | C'est la personne morale que représente le client. À moins que le client soit une administration municipale, provinciale ou fédérale, il doit annexer à sa demande |

une preuve de son nom légal. Les documents suivants sont une preuve acceptable :

- Personne morale (Ontario) : Formulaire 1, 2 ou 3 (*Loi sur les renseignements exigés des personnes morales*), obtenu du ministère de la Consommation et du Commerce de l'Ontario.
- Personne morale (Canada) : Statuts constitutifs, statuts de maintien (formulaire 11) ou statuts de modification (formulaire 4) (*Loi canadienne sur les sociétés par actions*), obtenus du ministère de la Consommation et des Affaires commerciales.
- Particulier : Certificat de naissance, passeport ou tout autre document confirmant le nom légal du particulier.
- Société de personnes (en commandite) : Déclaration (*Loi sur les sociétés en commandite*), obtenue du ministère de la Consommation et du Commerce.
- Société de personnes (en nom collectif) : Documents confirmant le nom légal de chaque organisme ou particulier formant la société de personnes, pour chaque catégorie.
- Entreprise individuelle : Certificat de naissance, passeport ou tout autre document confirmant le nom légal du particulier.

Numéro d'identification d'entreprise : C'est le numéro que toutes les entreprises enregistrées obtiennent de la Direction des compagnies du ministère de la Consommation et du Commerce.

Nom commercial : C'est le nom sous lequel le client exerce ses activités (il faut le mentionner s'il est différent du nom légal).

Code de classification d'activité, code de la classification type des industries :
C'est le numéro sous lequel sont classées les activités du client conformément au code canadien de la classification type des industries (CTI), publié par Statistique Canada en 1980. Il ne faut pas inscrire dans cette case le code de classification américain (USSIC) ou international (ISIC). Si le client ne connaît pas son code, il doit décrire ses activités dans l'espace prévu à cette fin.

Description de l'activité commerciale : Le client doit décrire à cet endroit ses activités d'affaires s'il ne connaît pas le code canadien de la CTI sous lequel sont classées ses activités. Le client pourrait avoir à indiquer les produits qu'il fabrique ou vend, les services qu'il fournit, le matériel ou l'outillage utilisé, etc.

3.2 Adresse de voirie et adresse postale du client (sections 2 et 3)

Si le client annexe à sa demande une copie du permis principal d'entreprise (*Master Business Licence*) que lui a délivré le ministère de la Consommation et du Commerce de l'Ontario, il n'est pas tenu de remplir cette section.

Il faut fournir les renseignements suivants :

Adresse de voirie ou emplacement : Il faut donner l'adresse des installations proposées, au sein d'une municipalité, d'un canton non érigé en municipalité ou d'un territoire non levé. Voici ce qu'il faut fournir :

- l'adresse de voirie (rue) : **l'adresse utilisée dans les zones urbanisées, comprenant un nom et un numéro, le genre de voie, l'orientation de la voie et une unité (p. ex., 437, avenue Montcalm Ouest, unité 7), ou**
- l'emplacement (lot et concession) : **l'adresse utilisée dans les zones rurales et suburbaines des municipalités loties, comportant un numéro de lot et de concession (p. ex., lot 22, concession VII), ou**
- l'emplacement (lot et plan) : **l'adresse utilisée dans les cantons non subdivisés et les territoires non levés, comportant un numéro de lot et le nom ou le numéro du plan de renvoi (p. ex., lots 4, 5 et 6, plan 4).**

Municipalité ou canton non érigé en municipalité : Il s'agit du nom de la municipalité de palier inférieur ou du canton non érigé en municipalité (il ne faut pas donner le nom de la localité ou du hameau). Il faut mentionner le genre de municipalité (ville, village, canton ou canton géographique). En voici des exemples : ville de Barrie, village de Cardinal, canton de Rideau, canton géographique de Canis Bay.

Comté ou district : Il s'agit du nom de la municipalité de palier supérieur (municipalité régionale, comté ou municipalité de district), ou de celui du territoire ou du district géographique au sein duquel se trouve la municipalité ou le canton non érigé en municipalité.

Adresse de voirie ou mode de distribution et identificateur de distribution (pas d'adresse de voirie) : C'est le genre d'adresse postale utilisée dans les zones non urbanisées. Elle consiste en un mode de distribution (route rurale, service suburbain, distribution motorisée ou poste restante) et en un identificateur de distribution, c'est-à-dire un numéro identifiant la route rurale, le service suburbain ou la distribution motorisée (p. ex., R.R. 2).

3.3 Renseignements sur le lieu (section 4)

Installations mobiles

Il s'agit d'appareils, d'installations, etc. que l'on peut déplacer d'un chantier à un autre (par exemple des installations d'asphalte transportables, des concasseurs transportables ou des installations d'assainissement des sols).

Installations fixes

Il faut bien décrire l'endroit où se trouvent les installations fixes. Il faut fournir les renseignements suivants (en plus des renseignements mentionnés plus haut, aux sections 3.1 et 3.2) :

Description officielle : Il faut donner la description officielle du lieu, confirmée par une copie du levé officiel du bien-fonds qu'il faut annexer à la demande.

Le ministère essaie sans cesse d'améliorer la façon dont sont gérés les renseignements figurant sur les demandes d'approbation. C'est pourquoi il encourage les clients à fournir des données à référence spatiale, en plus des adresses et autres renseignements habituels. Si le lieu se trouve dans un territoire ou un canton non levé (c'est-à-dire un lieu dont l'adresse physique n'est ni une adresse de voirie ni le numéro d'un lot et d'une concession), il faut fournir les données à référence spatiale.

En ce qui concerne les données à référence spatiale, le ministère a adopté la grille de Mercator transverse universelle (MTU). Voici les données qu'il faut fournir :

- Renseignements cartographiques : **Ce sont les données de la carte géographique utilisée pour situer le lieu. On utilise actuellement deux systèmes de données cartographiques en Amérique du Nord : le système géodésique nord-américain de 1927 (NAD27) et le Système de référence nord-américain de 1983 (NAD83). Le ministère préfère utiliser le second, puisque les cartes de base ontariennes sont élaborées à partir de ce système. Il accepte toutefois le NAD27.**
- Zone : **Il s'agit de la zone MTU où se trouve le lieu. Il y en a quatre en Ontario (les zones 15, 16, 17 et 18).**
- Justesse des estimations : **C'est le degré d'exactitude (l'écart étant mesuré en mètres) des coordonnées MTU. Le degré d'exactitude est fonction de la méthode utilisée pour obtenir les données.**
- Méthode de référence géographique : **C'est la méthode utilisée pour obtenir les données des coordonnées MTU. Elle peut consister en un levé géodésique, en une estimation établie à partir d'une carte, d'un système GPS, du Répertoire géographique (<http://geonames.nrcan.gc.ca/cgndb/french/cgndb.html>) ou par toute autre méthode que le client aura décrite.**

Si la demande a trait à des installations fixes, il faut mentionner quelle est l'utilisation du terrain adjacent à celui où se trouveront les installations. Le client doit lui-même s'assurer que le lieu se trouve dans une zone où est permise l'utilisation qu'il compte faire du terrain.

Il faut aussi mentionner si l'appareil proposé sera utilisé dans un secteur régi par la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara*. Pour se renseigner à ce sujet, on peut communiquer avec la Commission de l'escarpement du Niagara. Les clients dont le projet est régi par la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara* doivent absolument obtenir un permis de la Commission pour que le ministère puisse traiter leur demande conformément à la *Loi sur la protection de l'environnement*. S'il y a lieu, il faut annexer à la demande une copie du permis d'aménagement délivré conformément à la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara*.

3.4 Personne-ressource pour les renseignements techniques touchant au projet (section 5)

La personne-ressource est quelqu'un qui connaît parfaitement les aspects techniques du projet et avec qui le ministère peut communiquer s'il le faut, pendant l'examen de la demande, pour obtenir des renseignements supplémentaires. Cette personne est autorisée par le client à modifier la conception des installations lorsque le ministère l'exige.

3.5 Renseignements sur le projet (section 6)

Si le client veut faire approuver un nouvel appareil, un appareil qu'il utilise déjà mais qui n'a pas encore été approuvé, ou des modifications qu'il désire apporter à un appareil qui n'a pas été approuvé, il doit indiquer que sa demande a trait à un nouveau certificat d'autorisation.

Si le client possède déjà un certificat pour un appareil ou un procédé et qu'il désire y apporter des changements qui modifieront les caractéristiques des polluants rejetés dans l'air, ou s'il désire modifier son certificat, il doit indiquer que sa demande a trait à la modification d'un certificat d'autorisation. Il doit en outre mentionner le numéro et la date de délivrance du certificat, puis en annexer un exemplaire à sa demande.

Le client doit donner une brève description de son projet. Si son projet est régi par la *Charte des droits environnementaux*, cette brève description (généralement moins de 100 mots) paraîtra au registre environnemental. Le ministère se réserve le droit de modifier ce texte pour que le public sache bien de quoi il s'agit. Voici les renseignements qu'il faut donner :

- 1) un sommaire de la demande, dont une brève description de l'appareil, du procédé, etc., ou des modifications proposées à un appareil, un procédé, etc., une description des dispositifs antipollution et la source de pollution à laquelle ils seront associés;
- 2) la raison pour laquelle la demande est présentée;
 - **les caractéristiques des émissions évacuées dans l'atmosphère.**

Voici deux exemples :

Un collecteur de fumée relié à six postes de soudage et à un robot de soudage. Les émissions seront évacuées dans l'atmosphère.

Cinq installations transportables, utilisées pour assainir de la terre polluée par des hydrocarbures de pétrole, consistant en un four muni de deux cyclones épurateurs et d'un appareil d'oxydation par voie thermique. Les émissions seront évacuées dans l'atmosphère.

3.6 Autres autorisations et permis (*section 7*)

Le client doit mentionner les autres approbations ou permis requis conformément à des lois que fait observer le ministère et indiquer s'il les a obtenus ou s'il a demandé à les obtenir. À titre d'exemple, quelqu'un qui veut faire approuver un procédé de stripage de l'ammoniaque, conformément à l'article 9 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, devrait indiquer qu'il a présenté une demande, conformément à l'article 53 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, pour évacuer l'effluent en aval de l'épurateur.

3.7 Consultation et notification du public (*section 8*)

Il est parfois obligatoire de consulter la population afin de satisfaire à certaines exigences de la *Loi sur la protection de l'environnement* ou de la *Charte des droits environnementaux*. Toutefois, même si un projet est soustrait aux dispositions de la *Charte* relatives à la consultation du public (voir la section 3.8 du guide), il peut néanmoins être nécessaire de consulter la population susceptible d'être touchée par le projet, ou du moins de l'informer du projet.

À titre d'exemple, en raison des ententes convenues entre le gouvernement de l'Ontario et les Premières Nations de l'Ontario, les projets susceptibles de toucher une population autochtone ou d'avoir une incidence sur ses activités doivent être portés à la connaissance des porte-parole de cette population. L'une des raisons motivant la consultation préparatoire avec le bureau de district du ministère est justement de déterminer si un projet nécessite la consultation de la population.

En outre, conformément à l'article V de l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air, il est obligatoire d'informer les parties intéressées lorsque des installations proposées rejetteraient une vaste quantité de polluants atmosphériques (entre 1 tonne et plus de 90 tonnes par année, selon les caractéristiques du polluant) dans un rayon de 100 kilomètres de la frontière séparant le Canada des États-Unis. Le client devra déterminer si cela est nécessaire au moment de la consultation préparatoire avec le bureau de district du ministère. On trouvera à l'annexe un exemplaire du formulaire utilisé pour informer les parties intéressées d'un projet visé par l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air. Le client doit envoyer le formulaire à l'adresse figurant sur celui-ci et en annexer une copie à la demande qu'il remet au ministère. Le ministère n'enverra pas le formulaire au nom du client.

Si le client a consulté ou notifié la population, il doit décrire brièvement les activités qu'il a menées à cette fin et en fournir les détails dans un document annexé à la demande.

3.8 Prescriptions de la Charte des droits environnementaux (section 9)

Conformément au *Règlement de l'Ontario 681/94* (Classification des propositions d'actes instrumentaires), les demandes d'approbation présentées aux termes de l'article 9 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, qui sont régies par la *Charte des droits environnementaux*, sont des propositions de catégorie 1 sauf si elles se rapportent au rejet d'un polluant d'une ou de plusieurs des sources suivantes :

- 1) rejet d'un polluant d'un point de rejet quel qu'il soit pendant moins de 10 heures au cours d'une période de sept jours;
- 2) rejet d'un polluant associé à un appareil de combustion, si cet appareil n'est pas alimenté d'un combustible dérivé des déchets, sauf des déchets de bois, et n'est pas utilisé pour produire, à une fin lucrative, de la chaleur ou de l'électricité;
- 3) rejet d'un polluant à partir d'un bassin ou d'un réservoir de stockage;
- 4) rejet d'un polluant en une quantité égale ou inférieure à une quantité déjà approuvée conformément à l'article 9 de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

La *Charte des droits environnementaux* prévoit des exceptions aux dispositions qui ont trait à la consultation du public. Les conditions qui doivent prévaloir pour obtenir une telle exemption sont mentionnées plus bas. Les clients qui désirent obtenir une exemption doivent fournir des renseignements supplémentaires appuyant leur demande. Le directeur décidera si l'exemption peut être accordée ou non. Voici un sommaire des exceptions et des renseignements que le client doit fournir :

1) Situation d'urgence

Il y a une « situation d'urgence » lorsque le temps que prendrait la consultation du public entraînerait « a) un danger pour la santé ou la sécurité de quiconque ; b) une atteinte ou un grave risque d'atteinte à l'environnement ; ou c) un préjudice ou des dommages à des biens, ou un grave risque de préjudice ou de dommages à des biens ».

Le client doit montrer que la participation du public occasionnerait un retard susceptible de créer une situation d'urgence.

2) Participation du public équivalente

Tous les éléments du projet qui risqueraient d'avoir des répercussions sur l'environnement ont déjà été étudiés dans le cadre d'un processus de participation en grande partie équivalent au processus que prescrit la *Charte*.

Le client doit donner tous les détails du processus de participation dont a été l'objet son projet à l'échelle provinciale, y compris : la façon dont il a été mené, une attestation de la consultation du public, le nombre de personnes qui y ont participé, la nature des commentaires du public et les mesures prises après réception des commentaires. Le demandeur doit aussi mentionner si le personnel du ministère de l'Environnement a participé au processus de consultation.

3) Décision d'un tribunal ou décision rendue conformément à la *Loi sur les évaluations environnementales*

La proposition favoriserait la réalisation d'une entreprise autorisée : a) par une décision rendue par un tribunal en vertu d'une loi après que le public a eu la possibilité de participer au processus ou b) par une décision rendue en vertu de la *Loi sur les évaluations environnementales*.

Le client doit remettre une copie de la décision rendue par un tribunal ou rendue conformément à la *Loi sur les évaluations environnementales*, ainsi qu'un document attestant que sa proposition avait été prise en ligne de compte.

4) Effet négligeable sur l'environnement

Il s'agit d'une demande visant à modifier ou à révoquer un certificat associé à des activités ayant des effets négligeables sur l'environnement.

Le client doit montrer que sa proposition n'aura pas d'effets importants sur l'environnement. Il pourrait, par exemple, vouloir changer le nom de son entreprise ou les exigences relatives à la production des rapports de suivi. Il pourrait aussi demander l'abrogation d'un certificat d'autorisation relatif au dispositif antipollution d'un procédé qui n'est plus utilisé.

Pour de plus amples renseignements au sujet des prescriptions de la *Charte*, voir le document du ministère intitulé *La Charte ontarienne des droits environnementaux : exigences relatives aux actes prescrits (novembre 1994)*.

3.9 Liste des renseignements à l'appui (section 10)

Il faut cocher toutes les cases de la liste de vérification des documents. Si la demande a trait à l'installation, à l'agrandissement ou à la modification d'un appareil, d'un procédé, etc. qui rejette quelque chose dans l'atmosphère, il faut fournir les documents et les renseignements figurant dans le tableau. Si d'autres documents et renseignements sont annexés à la demande, il faut cocher la case « Oui » de la rubrique « Autres renseignements joints ».

L'article 5 du *Règlement 346* pris en application de la *Loi sur la protection de l'environnement* établit la concentration maximale d'un polluant que des installations peuvent rejeter dans l'atmosphère. Le document intitulé *Procedure for Preparing an Emission Summary and Dispersion Modelling Report* (juin 1998) établit clairement la marche à suivre pour déterminer si des installations satisfont aux prescriptions de l'article 5 du *Règlement 346*. Il donne de façon précise les renseignements qu'il faut absolument fournir et la façon de les présenter. Il renferme aussi des exemples relatifs à un large éventail d'applications, de petites sources de rejet à de grandes installations fort complexes ayant de nombreux points de rejet.

Le ministère de l'Environnement s'appuie sur ce document lorsqu'il traite des demandes présentées conformément à l'article 9 de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Étant donné que l'article 5 du *Règlement 346* renferme les dispositions fondamentales du processus d'approbation établi conformément à l'article 9 de la *Loi*, le ministère peut traiter rapidement les demandes auxquelles est annexé un rapport rédigé selon la marche à suivre établie dans le document.

Depuis le 1^{er} octobre 1998, les demandes présentées conformément à l'article 9 doivent comprendre suffisamment de renseignements pour montrer que l'appareil, le procédé, les installations, etc. répondent aux prescriptions de l'article 5 du *Règlement 346* pris en application de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

Le nouveau document établit la marche à suivre pour déterminer si les rejets polluants d'installations ontariennes se situent sous le seuil prescrit par le *Règlement 346*. Il est donc fort utile pour les activités à caractère environnemental, dont :

- **l'examen des demandes de certificat d'autorisation (Air) présentées conformément à l'article 9 de la *Loi sur les évaluations environnementales*;**
- **les initiatives prises librement, que le ministère encourage ou appuie, lorsqu'il faut montrer qu'elles satisfont aux dispositions réglementaires;**
- **les mesures prises par des entreprises qui ont adopté un système de**

gestion de l'environnement, lorsqu'il faut montrer qu'elles satisfont aux dispositions réglementaires;

- **les mesures antipollution exigées du ministère de l'Environnement aux endroits où la pollution atmosphérique est un problème.**

Le ministère aidera volontiers les clients à observer le processus d'approbation et à préparer leur dossier. Ceux-ci peuvent s'adresser directement à la Direction des évaluations et des autorisations environnementales. Le document intitulé *Procedure for Preparing an Emission Summary and Dispersion Modelling Report* sera mis à jour régulièrement. Les prochaines éditions du document devraient paraître au site Web du ministère à l'adresse www.ene.gov.on.ca.

Le débit de rejet mentionné dans le rapport doit correspondre au débit moyen maximum, enregistré sur une demi-heure, des polluants, toutes sources confondues, qui seraient rejetés des installations proposées. Il faut mentionner absolument toutes les sources de rejet, y compris les sources actuelles et proposées, quelle que soit la date de leur installation. La personne qui aura rédigé le rapport doit pouvoir défendre l'exactitude des données présentées.

Les grands pollueurs doivent remettre chaque année, à Environnement Canada ou au ministère de l'Environnement de l'Ontario, un rapport sur leurs rejets polluants et les modèles de dispersion. Les rejets signalés dans le rapport doivent être calculés en fonction des rejets moyens maximaux enregistrés sur une demi-heure, mais les clients trouveront peut-être utile de mesurer leurs rejets annuels en fonction d'une moyenne de temps.

Détermination de l'intensité du bruit et des vibrations

Le ministère tient compte des nuisances par le bruit et les vibrations lorsqu'il examine des demandes de certification d'autorisation (Air) présentées conformément à l'article 9 de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

Pour que les clients sachent bien quels renseignements ils doivent remettre au ministère lorsqu'ils demandent à faire approuver un appareil, un procédé, des installations, etc. qui pourraient créer des nuisances par le bruit ou les vibrations, le ministère a rédigé un guide intitulé *Guide to Applying for Approval (Air): Noise and Vibration*, qui renferme des renseignements détaillés sur la détermination de l'intensité du bruit et des vibrations. On peut en obtenir un exemplaire en s'adressant à la Direction des évaluations et des autorisations environnementales.

3.10 Droits à payer (section 11)

Le *Règlement 363/98* (Droits exigibles : certificats d'autorisation), pris en application de la *Loi sur la protection de l'environnement*, est entré en vigueur le 1^{er} octobre 1998. Il établit les droits à payer pour que le ministère traite des demandes présentées conformément à l'article 9 de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Les droits exigibles représentaient auparavant un pourcentage du coût des dispositifs antipollution. Ils sont désormais établis en fonction du principe de récupération des coûts.

Il faut remplir et annexer à la demande le formulaire intitulé *Coûts associés au traitement des demandes présentées conformément à l'article 9 de la LPE : formulaire à annexer à la demande de certification d'autorisation*. On peut obtenir ce formulaire ainsi que le guide intitulé *Coûts associés au traitement des demandes de certificat d'autorisation (Air) présentées conformément à l'article 9 de la Loi sur la protection de l'environnement* en s'adressant à la Direction des évaluations et des autorisations environnementales.

Le paiement doit être fait par chèque certifié ou mandat, payable au ministre des Finances.

3.11 Déclaration du client (section 13)

Le client doit affirmer que tous les renseignements qu'il a fournis sont à sa connaissance exacts et complets relativement aux prescriptions du présent guide. La déclaration doit être signée.

ANNEXE

Bureaux régionaux et de district

RÉGION DU CENTRE	RÉGION DE L'EST	RÉGION DU NORD
Direction régionale du Centre Ministère de l'Environnement 5775, rue Yonge, 8 ^e étage North York (Ontario) M2M 4J1 Renseignements généraux : (416) 326-6700 Appel sans frais : 1-800-810-8048 Télécopieur : (416) 325-6345	Bureau régional de Kingston Ministère de l'Environnement 133, avenue Dalton, C. P. 820 Kingston (Ontario) K7L 4X6 Renseignements généraux : (613) 549-4000 Télécopieur : (613) 548-6908	Bureau régional de Thunder Bay Ministère de l'Environnement 435, rue James Sud, bureau 331 Thunder Bay (Ontario) P7E 6S7 Renseignements généraux : (807) 475-1205 Appel sans frais : 1-800-875-7772 (indicatifs régionaux 705 et 807) Télécopieur : (807) 475-1754
Bureau du district de Halton-Peel 4145 North Service Road, bureau 300 Burlington (Ontario) L7L 6A3 Renseignements généraux : (905) 319-3847 Appel sans frais : 1-800-335-5906 Télécopieur : (905) 319-9902	Bureau du secteur de Belleville Belleville Mall 470, rue Dundas Est Belleville (Ontario) K8N 1G1 Renseignements généraux : (613) 962-9208 Appel sans frais : (613) 962-6809	Bureau du district de Sudbury 199, rue Larch, bureau 1101 Sudbury (Ontario) P3E 5P9 Renseignements généraux : Appel sans frais : 1-800-890-8516 (indicatifs régionaux 705 et 807) Télécopieur : (705) 564-4180
Bureau du district de Toronto 5775, rue Yonge, 8 ^e étage North York (Ontario) M2M 4J1 Renseignements généraux : (416) 326-6700 Télécopieur : (416) 325-6346	Bureau du secteur de Cornwall 113, rue Amelia, 2 ^e étage Cornwall (Ontario) K6H 3P1 Renseignements généraux : (613) 933-7402 Télécopieur : (613) 933-6402	Bureau du district de Thunder Bay 435, rue James Sud, bureau 331 Thunder Bay (Ontario) P7E 6S7 Renseignements généraux : (807) 475-1315 Appel sans frais : 1-800-875-7772 (indicatifs régionaux 705 et 807) Télécopieur : (807) 475-1754 Télécopieur : (807) 473-3160
Bureau du district de York-Durham 230, chemin Westney Sud, 5 ^e étage Ajax (Ontario) L1S 7J5 Renseignements généraux : (905) 427-5600 Appel sans frais : 1-800-376-4547 Télécopieur : (905) 427-5602	Bureau du district de Kingston 133, avenue Dalton, C. P. 820 Kingston (Ontario) K7L 4X6 Renseignements généraux : (613) 549-4000 poste 2692 Télécopieur : (613) 548-6920	Bureau du district de Thunder Bay / Kenora - Secteur de Kenora 808, rue Robertson, C. P. 5150 Kenora (Ontario) P9N 1X9 Renseignements généraux : (807) 468-2718 Appel sans frais : 1-888-367-7622 (indicatif régional 807) Télécopieur : (807) 468-2735
	Bureau du district d'Ottawa 2435 Holly Lane Ottawa (Ontario) K1V 7P2 Renseignements généraux : (613) 521-3450 Télécopieur : (613) 521-5437	Bureau du district de Timmins Complexe du gouvernement de l'Ontario Route 101 Est, C. P. 3080 South Porcupine (Ontario) P0N 1H0 Renseignements généraux : (705) 235-1500 Télécopieur : (705) 235-1520
	Bureau du district de Peterborough Place Robinson, Tour Sud 300, rue Water, 2 ^e étage Peterborough (Ontario) K9J 8M5 Renseignements généraux : (705) 755-4300 Télécopieur : (705) 755-4321	Bureau du district de Timmins / North Bay - Secteur de North Bay 447, avenue McKeown, bureau 103 North Bay (Ontario) P1B 9S9 Renseignements généraux : (705) 497-6865 Appel sans frais : 1-800-609-5553 (indicatif régional 705) Télécopieur : (705) 497-6866

RÉGION DU SUD-OUEST	RÉGION DU CENTRE-OUEST
Bureau régional de London Ministère de l'Environnement 733, chemin Exeter, 2 ^e étage London (Ontario) N6E 1L3 Renseignements généraux : (519) 873-5000 Appel sans frais : 1-800-265-7672 Télécopieur : (519) 873-5020	Bureau régional de Hamilton Ministère de l'Environnement 119, rue King Ouest, 12 ^e étage Hamilton (Ontario) L8P 4Y7 Renseignements généraux : (905) 521-7640 Appel sans frais : 1-800-668-4557 Télécopieur : (905) 521-7820
Bureau du district de Barrie 54 Cedar Pointe Drive, bureau 1203 Barrie (Ontario) L4N 5R7 Renseignements généraux : (705) 739-6441 Appel sans frais : 1-800-890-8511 Télécopieur : (705) 739-6440	Bureau du district de Guelph 1, chemin Stone Ouest, 4 ^e étage Guelph (Ontario) N1G 4Y2 Renseignements généraux : (519) 826-4255 Appel sans frais : 1-800-265-8658 Télécopieur : (519) 826-4286
Bureau du district de London 733, chemin Exeter, 2 ^e étage London (Ontario) N6E 1L3 Renseignements généraux : (519) 873-5000 Appel sans frais : 1-800-265-7672 Télécopieur : (519) 873-5020	Bureau du district de Hamilton 119, rue King Ouest, 9 ^e étage Hamilton (Ontario) L8P 4Y7 Renseignements généraux : (905) 521-7650 Télécopieur : (905) 521-7806 Télécopieur : (905) 521-7820
Bureau du district d'Owen Sound 1580, 20 ^e rue Est Owen Sound (Ontario) N4K 6H6 Renseignements généraux : (519) 371-2901 Appel sans frais : 1-800-265-3783 Télécopieur : (519) 371-2905	Bureau du district de Niagara 301, rue St. Paul, 9 ^e étage, bureau 15 St Catharines (Ontario) L2R 3M8 Renseignements généraux : (905) 704-3900 Appel sans frais : 1-800-263-1035 Télécopieur : (905) 704-4015
Bureau du district de Sarnia 1094, chemin London Sarnia (Ontario) N7S 1P1 Renseignements généraux : (519) 336-4030 Appel sans frais : 1-800-387-7784 Télécopieur : (519) 336-4280	
Bureau du secteur de Windsor 4510 Rhodes Drive, bureau 620 Windsor (Ontario) N8W 5K5 Renseignements généraux : (519) 948-1464 Appel sans frais : 1-800-387-8826 Télécopieur : (519) 948-2396	

Liste partielle des lignes directrices associées à la lutte contre la pollution atmosphérique

Titre	Brève description
Ligne directrice A-1 : Normes de combustion et normes antipollution des nouveaux incinérateurs de déchets biomédicaux	Établit la température minimale des déchets et leur temps de séjour minimal dans l'incinérateur, ainsi que la concentration limite de certains polluants de cheminée.
Ligne directrice relative aux crématoires (Le ministère révisé actuellement cette ligne directrice. La nouvelle ligne directrice sera intitulée Ligne directrice A-4.)	Établit la température minimale à l'intérieur des fours et le temps de séjour minimal.
Ligne directrice A-5 : Pollution atmosphérique associée aux turbines à gaz stationnaires	Établit la concentration limite des polluants et les normes de surveillance.
Ligne directrice A-7 : Normes de combustion et normes antipollution des nouveaux incinérateurs d'ordures ménagères	Établit les normes de conception et d'exploitation, la concentration limite des polluants et les normes de surveillance.
Lignes directrices provisoires relatives à la conception et à l'examen des appareils de combustion alimentés au bois	Établit les normes de conception et d'exploitation.
Ligne directrice F-2 : Non-conformité	Établit les mesures à prendre pour régler les cas de non-conformité.

Nota : Toutes ces lignes directrices (sauf celles se rapportant aux appareils de combustion alimentés au bois) paraissent au site Web du ministère à l'adresse <http://www.ene.gov.on.ca>.

Liste partielle des lois et règlements associés à la lutte contre la pollution atmosphérique

Titre	Brève description
<p><u>Loi sur la protection de l'environnement</u></p> <p><i>Règlement 336</i> : Air Contaminants from Foundries (Pollution atmosphérique associée aux fonderies)</p> <p><i>Règlement 337</i> : Ambient Air Quality Criteria (Critères de qualité de l'air ambiant)</p> <p><i>Règlement 338</i> : Boilers (Chaudières)</p> <p><i>Règlement 346</i> : General Air Pollution (Dispositions générales relatives à la pollution atmosphérique)</p> <p><i>Règlement 349</i> : Hot Mix Asphalt Plants (Asphalte mélangé à chaud)</p> <p><i>Règlement 352</i> : Mobile PCB Destruction Facilities (Installations mobiles de destruction de BPC)</p> <p><i>Règlement 356</i> : Ozone Depleting Substances - General (Dispositions générales relatives aux substances destructrices d'ozone)</p> <p><i>Règlement 189/94</i> : Refrigerants (Fluides frigorigènes)</p> <p><i>Règlement 413</i> : Halons (Halone)</p> <p><i>Règlement 455/94</i> : Stage 1 Vapour Recovery (Récupération des vapeurs d'essence)</p> <p><i>Règlement 717/94</i> : Solvents (Solvants)</p> <p><i>Règlement 718/94</i> : Sterilants (Stérilisants)</p>	<p>Établit la concentration limite des polluants et les prescriptions relatives aux rejets de particules fines.</p> <p>Établit la concentration limite souhaitable de plusieurs composés susceptibles de dégrader l'air.</p> <p>Établit à 1 p. 100 la teneur en soufre maximale, par poids, des émissions de chaudières alimentées au mazout ou au charbon.</p> <p>Établit la concentration limite au point de contact de plusieurs composés.</p> <p>Établit la concentration limite des particules fines (installations fixes et mobiles).</p> <p>Établit la concentration limite des polluants rejetés et les prescriptions d'exploitation.</p> <p>Établit le calendrier relatif à l'interdiction et à l'élimination progressive de plusieurs substances appauvrissant la couche d'ozone.</p> <p>Établit le calendrier relatif à l'interdiction et à l'élimination progressive de plusieurs substances appauvrissant la couche d'ozone.</p> <p>Régit l'emploi des halons dans les extincteurs d'incendie.</p> <p>Impose l'installation, l'entretien et l'utilisation obligatoires de dispositifs de récupération des vapeurs d'essence aux centres de distribution, aux installations de stockage, aux stations-service et sur les camions-citernes.</p> <p>Interdit à compter de juillet 1996 les solvants contenant des substances destructrices d'ozone de catégorie 1 et, à compter de janvier 2000, les solvants contenant des HCFC.</p> <p>Interdit à compter de janvier 1996 les stérilisants utilisés comme diluant pour stériliser des instruments médicaux et, à compter de janvier 2000, les stérilisants contenant des HCFC.</p>
<p><i>Charte des droits environnementaux, Loi sur les évaluations environnementales, Loi sur les pesticides, Loi sur les ressources en eau de l'Ontario</i></p>	

Nota : On peut obtenir un exemplaire des lois et des règlements susmentionnés en se rendant au site Web <http://www.e-laws.gov.on.ca/>

Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air
Avis de pollution atmosphérique transfrontière requis conformément à l'article V

Conformément à l'article V de l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air, le Canada est tenu d'aviser les États-Unis des actes, activités et projets qui, s'ils étaient réalisés, seraient susceptibles de causer une importante pollution atmosphérique transfrontière. À l'heure actuelle, nous nous limitons aux avis prescrits conformément à l'article V.

Le présent formulaire renferme les renseignements requis pour faire honneur aux obligations que le Canada a contractées aux termes de l'article V de l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air. Il doit être rempli pour toute NOUVELLE source de pollution atmosphérique située dans un rayon de 100 km autour de la frontière canado-américaine, à laquelle source de pollution il est prévu un rejet annuel de plus de 90 tonnes de l'un quelconque des polluants atmosphériques communs suivants : anhydride sulfureux (SO₂), oxydes d'azote (NO_x), monoxyde de carbone (CO), particules totales en suspension (PTS) et composés organiques volatils (COV), ces derniers étant définis comme des composés qui renferment au moins un atome de carbone, à l'exclusion du monoxyde de carbone, du dioxyde de carbone, du méthane et des chlorofluorocarbones. Il faut également donner avis de tout changement important d'une installation qui se traduirait par une hausse de 40 tonnes ou plus par année d'un ou de plusieurs des polluants communs. En ce qui concerne les polluants atmosphériques dangereux, un avis est requis si une nouvelle source de pollution, ou la modification d'une source existante, rejette plus de une tonne par année d'un polluant atmosphérique dangereux. Aux fins du présent avis, « polluant atmosphérique dangereux » s'entend de toute substance figurant dans l'Inventaire national de rejets de polluants (voir le verso du formulaire).

Si l'installation proposée n'a pas les caractéristiques notées plus haut, il n'est pas nécessaire de remplir le formulaire et de le remettre à Environnement Canada.

Nom et adresse complète du promoteur, et coordonnées d'une personne-ressource qui pourra fournir des renseignements techniques	Brève description du projet (produits principaux, procédé, capacité, etc.)
Personne-ressource : Téléphone : Télécopieur :	

Latitude et longitude de l'installation proposée	Distance entre l'installation et la frontière canado-américaine (au kilomètre près)
<div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> ○ N ○ O </div>	

<p>Pour les procédés de combustion, indiquer le pouvoir de combustion (nombre de tonnes par année), le genre de combustible utilisé et la qualité ou l'indice d'octane de celui-ci.</p>	<p>Indiquer la quantité annuelle approximative des rejets dans l'atmosphère des polluants suivants (en tonnes par année).</p>	
	SO ₂	PTS
	COV	CO
	NO _x (équivalents NO ₂)	

Indiquer les polluants atmosphériques dangereux dont la quantité annuelle approximative des rejets (en tonnes) devrait dépasser une tonne.

Remettre le formulaire à l'adresse
suivante :

Avis de pollution transfrontière
Direction des questions atmosphériques
Service de la protection de l'environnement
Environnement Canada
Ottawa ON K1A 0H3

Acétaldéhyde
 Acétate de 2-éthoxyéthyle
 Acétate de vinyle
 Acétone
 Acétonitrile
 Acide acrylique
 Acide chloroacétique
 Acide hydrochlorique
 Acide phosphorique
 Acide sulfurique
 Acroléine
 Acrylamide
 Acrylate de butyle
 Acrylate d'éthyle
 Acrylate de méthyle
 Acrylonitrile
 Adipate de bis(2-éthylhexyle)
 Alcool allylique
i-Alcool butylique
n-Alcool butylique
 sec-Alcool butylique
 tert-Alcool butylique
 Alcool iso-propylique
 Aluminium (fumée ou poussière)
 Ammoniac
 Anhydride maléique
 Anhydride phtalique
 Aniline
 Anthracène
 Antimoine (et ses composés)
 Argent (et ses composés)
 Arsenic (et ses composés)
 Asbeste
 Benzène
 Biphényle
 Bromométhane
 1,3-Butadiène
 2-Butoxyéthanol
 Butyraldéhyde
 Cadmium (et ses composés)
 Catéchine
 Chlore
 Chlorobenzène
 Chloroforme
 Chloroformiate d'éthyle
 Chlorométhane
 Chlorure d'allyle
 Chlorure de benzoyle
 Chlorure de benzyle
 Chlorure de vinyle
 Chlorure de vinylidène
 Chrome (et ses composés)
 Cobalt (et ses composés)
 Cuivre (et ses composés)
 Crésol (isomères mixtes)
m-Crésol
o-Crésol
p-Crésol
 Cumène
 Cyanamide de calcium
 Cyanure d'hydrogène
 Cyanures (ioniques)
 Cyclohexane
 2,4-Diaminotoluène
o-Dichlorobenzène
p-Dichlorobenzène
 1,2-Dichlorobenzène
 Diéthylsulfate
 Diéthanolamine
 Diméthylamine
 N,N-diméthylaniline
 Dioxyde de chlore
 Disulfure de carbone
 Diméthylsulfate
 4,6-Dinitro-*o*-crésol
 2,4-Dinitrotoluène
 2,6-Dinitrotoluène

Dinitrotoluène (isomères mixtes)
 1,4-Dioxane
 Dioxyde de thorium
 Épichlorohydrine
 Éther méthyltertiobutylque
 2-Éthoxyéthanol
 Éthylbenzène
 Éthylène
 Éthylèneglycol
 Éthylènthio-urée
 Fluorure d'hydrogène
 Formaldéhyde
 Hexachlorocyclopentadiène
 Hexachloroéthane
 Hydrazine
 Hydroperoxyde de cumène
 Hydroquinone
 Indice de couleur jaune de dispersion 3
 Indice de couleur jaune de solvant 14
 Indice de couleur orange de solvant 7
 Indice de couleur rouge de base 1
 Indice de couleur rouge alimentaire 15
 Indice de couleur vert acide 3
 Indice de couleur vert de base 4
 Isobutyraldéhyde
p,p'-Isopropylidènediphénol
 Isosafrole
 Manganèse (et ses composés)
 2-Mercaptobenzothiazole
 Mercure (et ses composés)
 Méthanol
 2-Méthoxyéthanol
p,p'-Méthylènebis(2-chloroaniline)
 Méthylènebis(phénylisocyanate)
p,p'-Méthylènedianiline
 Méthyléthylcétone
 Oxyde d'aluminium (formes fibreuses)
 Oxyde d'éthylène
 1,2-Oxyde de butylène
 Oxyde de décabromodiphényle
 Oxyde de propylène
 Oxyde de styrène
 Peroxyde de benzoyle
 Phénol
p-Phénylènediamine
o-Phénylphénol
 Phosphore (jaune ou blanc)
 Phosgène
 Phtalate de butyle et de benzyle
 Phtalate de dibutyle
 Phtalate de diméthyle
 Phtalate de di-*n*-octyle
 Phtalate de dyéthyle
 Phtalate de nis(2-éthylhexyle)
 Plomb (et ses composés)
 Propionaldéhyde
 Propylène
 Pyridine
 Quinoléine
p-Quinone
 Safrole
 Sélénium (et ses composés)
 Styrène
 1,12,2-Tetrachloroéthane
 Tétrachloroéthylène
 Tétrachlorure de carbone
 Tétrachlorure de titane
 Thio-urée
 Toluène
 Toluène-2,4-diisocyanate
 Toluène-2,6-diisocyanate
 Toluènediisocyanate (isomères mixtes)
 1,2,4-Trichlorobenzène
 1,1,2-Trichloroéthane
 Trichloroéthylène
 1,2,4-Triméthylbenzène
 Vanadium (fumée ou poussière)

Xylène (isomères mixtes)
m-Xylène
o-Xylène
p-Xylène
 Zinc (et ses composés)
 Zinc (fumée ou poussière)